

Mission(s)	
ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*)	
Nos références	Date
690C219D ¹ (690-C-2021-00DT)	31/03/2022

CURIS AU MONT D'OR RESTRUCTURATION ET DE RENOVATION D'UNE HALLE COMMERCIALE

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	COMMUNE DE CURIS AU MONT D'OR	Maître d'ouvrage	secretariat@curis.fr
Copie	BEES ARCHITECTES - BERTHET Clotilde	Maître d'oeuvre	cberthet@bees-architectes.com

Le chargé d'affaire,
Christophe JOURDAN

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	12
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.4 - Classement et référentiel.....	21
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	23
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	27

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Suite à l'ordonnance n°2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre 1er du Code de la construction et de l'habitation, et au Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre 1er du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent, les articles correspondants lorsqu'ils sont cités dans le présent rapport le sont sous leur ancienne numérotation, mais doivent être considérés en application de la recodification.

Restructuration et rénovation d'une Halle commerciale à Curis au Mont d'Or

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°690-C-2021-00DT et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Christophe JOURDAN

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

COMMUNE DE CURIS AU MONT D'OR

Rue de la Mairie

69250 CURIS AU MONT D'OR

Maître d'oeuvre

BEES ARCHITECTES

65 cours de la Liberté

69003 LYON

Lot 102 - BET Fluides

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Restructuration et rénovation d'une Halle commerciale à Curis au Mont d'Or

Adresse de l'opération :
Place de la Fontaine
69250 CURIS AU MONT D'OR

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

350 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : Non communiquée
Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes - Réception : 17/03/2022

Carnet de plans DCE PRO

- Descriptifs - Réception : 17/03/2022

Descriptif CCTP lots architecturaux (lots 1 à 11)

- Pré-étude structure - Date : 15/03/2022 - Réception : 17/03/2022

Plans préétude structure Pro 01 ind 0 établis par le BET structures ADIS

- Plans fluides - Réception : 17/03/2022

CCTP lot 12 Electricité Cfo Cfa

CCTP lot 13 CVC - plomberie

Plans PRO CVC - Cfo Cfa

Documents établis par le BET Fluides Flammang Conseil

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - COMMUNE DE CURIS AU MONT D'OR

- Il est prévu que l'éclairage soit monté par les utilisateurs ; il conviendra de leur rappeler les niveaux d'éclairage minimum à respecter : en particulier, 200lux au point d'accueil...
- * Il conviendra de mettre en place dans chacun des 2 commerces : extincteurs, plans d'intervention et consignes de sécurité affichés à l'entrée des commerces.

Maître d'oeuvre - BEES ARCHITECTES

- L'espace de manoeuvre de porte du WC handicapé dans le restaurant doit être prévu : espace 120*220 en tirant la porte.
- * En l'absence de précisions, il convient de nous confirmer que la puissance des appareils de cuisson du restaurant/épicerie est inférieure à 20kW.

Lot 2 - Habillage façade pierre maçonnée

- * Préciser le référentiel suivi pour l'habillage façade extension pierre dorée maçonnée.

Lot 3 - Couverture - Etanchéité

- * Il conviendra de préciser le nombre et la section des EEP sur la toiture terrasse créée.

Lot 6 - Menuiserie extérieure

- Il conviendra de prévoir le repérage des portes vitrées.
- * Il est prévu une porte coulissante vitrée à l'entrée du commerce vélo : suivant l'article PE11§2, cette disposition n'est pas admise sauf si la porte respecte les dispositions de l'article CO48 (règles des portes coulissantes automatiques)

Lot 7 - Menuiserie intérieure

- Prévoir un ferme porte ou une barre anti panique sur la porte du WC.
- * Décrire des blocs portes CF1/2h munis d'un ferme porte pour le placard ménage de la cuisine et pour la porte d'accès à l'escalier du sous-sol.

Lot 8 - Métallerie

- * Il conviendra de communiquer les plans de garde-corps et notes de calcul chevilles pour validation
- * Les dispositions visant à s'opposer à la corrosion des garde-corps seront à préciser.
- * Les rideaux métalliques mis en oeuvre au droit des 6 portes d'entrée du bâtiment devront être conformes à la norme NF EN13241-1.

Lot 11 - Monte chariot

- * Il est prévu des portes CF1h pour le monte chariot (mettant en communication des locaux à risques à la salle accueillant le public) : PV à communiquer à l'avancement.

Lot 12 - Electricité Cfo Cfa

- * il est prévu 3 comptages électriques mais il faudra disposer 2 arrêts d'urgence seulement : un pour chacun des 2 commerces, le restaurant et l'épicerie fonctionnant ensemble.
- * Le téléphone doit être installé dans chacun des 2 commerces (pour la liaison avec les sapeurs pompiers). Par ailleurs, la téléphonie doit être secourue (onduleur ou batterie)

Lot 13 - Plomberie - CVC

- * Les éventuels réseaux frigorifiques traversant un établissement tiers sont admis à condition de colmater parfaitement les passages de réseaux dans les murs.
- * Il conviendra d'éviter tout passage de réseaux aérauliques dans un établissement tiers (à voir en particulier pour le local vélo au sous-sol).

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R111-40 du Code de la Construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude structure du projet

FAÇADES ET PIGNONS

- Détails fixation pierres agrafées si technique retenue

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution
- Localisation et diamètre des DEP et trop pleins
- Classement A CERMI isolant
- Classement FIT du complexe
- Avis technique

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - coupe sur appui, linteau, tableau
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité

PORTES ET PORTAILS

- Déclaration de conformité CE vis-à-vis de la Directive Machine pour le monte charge

GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires

SECURITE INCENDIE

Portes

- Portes locaux à risques : PV de résistance au feu ½ heure
- Trappes du monte charge : PV de résistance au feu 1 heure

Aménagements

- Sols souples linoléum : PV de réaction au feu

Chauffage/ventilation

- Appareil chauffage/Climatisation/Ventilation : Attestation de marquage CE

Gaz

- Gaz : certificat de conformité gaz

SSI

- Alarme incendie : PV de mise en service

Eclairage

- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Cahier des charges Professionnel,
- Conditions générales d'intervention COPREC pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	FONDATEIONS		
	Fondations superficielles ou semi profondes	AF	Il est prévu des prises d'ancrage dans les fondations existantes pour fonder l'extension de terrasse.
	DALLAGES	HM	Dispositions existantes non modifiées
	BETON ET MACONNERIE		
	Pré-étude structure	AF	Il est prévu quelques reprises en sous oeuvre ainsi qu'une extension pour le commerce vélo. Les plans d'exécution seront communiqués à l'avancement.
	Eléments porteurs verticaux	AF	
	Eléments porteurs horizontaux	AF	
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE		
	Généralités		
	Support	AF	
	Complexe retenu	AF	Terrasse végétalisée de type Toundra
	Classement FIT	AF	
	Protection	AF	
	Relevés	AF	
	Forme de pente	AF	
	Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale	AS	Il conviendra de préciser le nombre et la section des EEP sur la toiture terrasse créée.
	Evacuation : dimensionnement des DEP et collecteurs	HM	Le dimensionnement des DEP et collecteurs n'est pas vérifié au titre de la mission L. Voir mission F si celle-ci a été contractée.
	Traitement de points singuliers	PM	Carnet de détails d'exécution à communiquer à l'avancement.
	- Seuils		
	- JD		
	- Renvoi des eaux sur les parties verticales		
	Terrasse en climat de montagne	SO	
	FACADES ET PIGNONS		
	Façade lourde	AS	Habillage façade extension pierre dorée maçonnée avec fondation Préciser le référentiel suivi pour l'habillage façade extension pierre dorée maçonnée.
	MENUISERIE - VITRAGE		
	Menuiseries extérieures		
	Nature		
	- Aluminium : rupture de pont thermique	AF	
	Etanchéité avec le gros oeuvre	AF	
	Conception appuis de baies	AF	
	Classement AEV	AF	
	Menuiseries en rénovation		
	- Etat de conservation des dormants	SO	Les dormants bois existants sont déposés.
	- Enlèvement total des dormants existant en cas de fonction de garde-corps (DTU 36.5)	AF	Les dormants bois existants sont déposés.
	Vitrages		
	Dimensions maximales admissibles	AF	
	Vitrages isolants : certification CEKAL	AF	
	Vitrages soumis à des contraintes thermiques (DTU 39 P3)	SO	
	Vitrages hors DTU (cf. DTU 39 P1-1 § 1) : Avis Technique	SO	
	Vitrages soumis au risque de heurts (cf DTU 39 P5 § 5)	AF	
	Verrières	SO	
	Fermetures		
	Volet battant : fixation	HM	
	Volet roulant		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	- Isolation	HM	
	Menuiseries intérieures	HM	
	GARDE-CORPS		
	SOLIDITE DES GARDE-CORPS		
	Résistance des garde-corps	AS	Pour l'implantation et la géométrie des garde-corps, se reporter aux chapitres relatifs à la mission sécurité si celle-ci nous a été confiée. Il conviendra de communiquer les plans de garde-corps et notes de calcul chevilles pour validation
	Garde-corps en serrurerie		
	- Dispositions visant à s'opposer à la corrosion	AS	Les dispositions visant à s'opposer à la corrosion des garde-corps seront à préciser.
	Dispositifs d'ancrage pour nettoyage, entretien et maintenance des constructions	HM	Hors mission selon le § 2.2 des conditions générales d'intervention du COPREC Construction.
	REVETEMENTS		
	Revêtements de sol	HM	
	Revêtements muraux	HM	
	PARTITIONS		
	Cloisons	HM	
	Doublage	HM	
	Isolation de toiture	HM	
	Plafonds	HM	
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE		
	Ventilations naturelles		
	Vide sanitaire	HM	
	Caves VH / VB	HM	
	Local poubelle et autres : VH, VB	HM	
	Passage des canalisations		
	Cheminement adopté pour le passage de l'électricité, de la plomberie et du gaz, soit aérien, soit en dalle	HM	
	Installations sanitaires		
	Distribution en eau		
	- Analyse de l'eau / traitement	HM	
	- Nature colonne / montante / horizontale	HM	
	- Compatibilité entre matériaux	HM	
	- Calorifuge / cordon chauffant	HM	
	Evacuations		
	Appareils sanitaires	HM	
	Installations de chauffage		
	Compatibilité entre matériaux (problème cuivre avant acier galvanisé (bouclage))	HM	
	Conduit de fumée		
	Stabilité du conduit	HM	
	Désolidarisation du conduit	HM	
	Compatibilité du conduit avec le type de combustible	HM	
	Ascenseur - Porte automatique	SO	

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Cahier des charges Professionnel, - Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction ((version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	MISSION RELATIVE A LA COMPATIBILITE DES OUVRAGES EXISTANTS AVEC LES TRAVAUX NEUFS ENVISAGES		Mission LE
	Renseignements sur les existants		
	- Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...)	AF	
	- Plans de récolement		
	- Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...)	AF	Pas de désordre signalé sur les ouvrages existants.
	Analyse critique de l'étude géotechnique G12	SO	
	Ouvrages de structure		
	- Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux :		
	- Fondations	AF	
	- Porteurs verticaux	AF	
	- Dalles, poutres	AF	
	- Remplacements des structures porteuses (chaînages)	SO	
	- Contreventement et maintien des éléments (façade, ouverture de baie...)	AF	
	Façades		
	- Nature		
	- Pierres	AF	
	- Désordres constatés (éclats de béton, aciers apparents, désagrégation, desquamation des briques ou des pierres...)	SO	Pas de désordre signalé sur les ouvrages existants.
	- Remontées capillaires	HM	Dispositions existantes non modifiées
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)		
	- Etat de conservation de la couverture (durée prévisionnelle d'usage)	HM	Dispositions existantes non modifiées
	- Etanchéité des terrasses (loggia) (durée prévisionnelle d'usage)	HM	Dispositions existantes non modifiées
	- Humidité des murs intérieurs (remontées par capillarité)	HM	Dispositions existantes non modifiées
	- Etanchéité des parois en cas d'aménagement de locaux enterrés existants	HM	Dispositions existantes non modifiées
	- Menuiseries(durée prévisionnelle d'usage)		
	- Etat de conservation des dormants	SO	Il est prévu la dépose complète des menuiseries extérieures bois existantes.
	- Enlèvement total des dormants existant en cas de fonction de garde-corps (DTU 36.5)	AF	Il est prévu la dépose complète des menuiseries extérieures bois existantes.

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L 111-7 à L 111-8-4, R.111-5, R 111-19-7 à R 111-18-12

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation	PM	
	Livre I, Titre I, Chapitre I, Section III		
	Sous-section 5 Dispositions applicables aux établissements recevant du public situés dans un cadre bâti et aux installations ouvertes au public existantes		
Art. R 111-19-7 I	Domaine d'application de la présente sous section	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
Art. R 111-19-7 II à IV	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
Art. R- 111-19-8 I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	AF AF	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R111-19-7 et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
Art. R- 111-19-8 II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
Art. R- 111-19-8 III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	AF	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
Art. R- 111-19-8 IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
Art. R 111-19-9	Diagnostic des ERP des 4 premières catégories à réaliser : - Au plus tard le 1er janvier 2010 pour les établissements classés en 1ère et 2ème catégories et les établissements classés en 3ème et 4ème catégories appartenant à l'Etat ou à ses établissements publics, ou dont l'Etat assure contractuellement la charge de propriété, - Au plus tard le 1er janvier 2011 pour les établissements classés en 3ème et 4ème catégories à l'exception de ceux mentionnés ci-dessus et pour l'ensemble des établissements mentionnés à l'article R. 111-19-12 classés dans les quatre premières catégories au sens de l'article R. 123-19	HM	Document à nous communiquer s'il a été réalisé.
Art. R 111-19-10 I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	PM	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
Art. R 111-19-10 II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	SO	
Art. R 111-19-10 III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R 111-19-11	I- Conditions techniques d'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-10 définies par arrêté	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
	II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Arrêtés non parus
Art. R- 111-19-12	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM PM PM	A la charge du MOA
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	Dispositions existantes non modifiées
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	Dispositions existantes non modifiées
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation I. - Usage attendu Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur. En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple II. - Caractéristiques minimales 1° Accès Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle Caractéristiques rampe : Supportant 300 kg Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m) Suffisamment large Non glissante Contrastée / environnement avec matériaux opaques Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible 2° Repérage Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes) Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé 3° Atteinte et usage Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m) Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m) Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès	AF SO AF SO SO SO SO AF AF SO SO SO SO AF HM SO	A la charge de l'exploitant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes. Sans vision directe : interphonie avec visualisation.	SO SO SO	<p>Pas de point d'accueil dans le cadre du projet (ou bien à la charge de l'exploitant)</p> <p>Il est prévu que l'éclairage soit monté par les utilisateurs ; il conviendra de leur rappeler les niveaux d'éclairement minimum à respecter : en particulier, 200lux au point d'accueil...</p> <p>Il est prévu que l'éclairage soit monté par les utilisateurs ; il conviendra de leur rappeler les niveaux d'éclairement minimum à respecter : en particulier, 200lux au point d'accueil...</p> <p>Pas de circulations intérieures (uniquement des locaux formant un grand espace pour accueillir le public)</p>
	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée	SO	
	Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle	SO	
	Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	AS	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle	SO	
	Equipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)	SO	
	Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant	SO	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales	SO	Pas de circulations intérieures (uniquement des locaux formant un grand espace pour accueillir le public)
		SO	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	SO	Dispositions existantes non modifiées
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
Art.10	I. - Usage attendu		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
Art.10	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	SO	Dispositions existantes non modifiées
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	SO	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	HM	
	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
Art.10	I. - Usage attendu		Il conviendra de prévoir le repérage des portes vitrées.
	Repérage des portes vitrées	AS	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques SAS de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	<p>L'espace de manoeuvre de porte du WC handicapé dans le restaurant doit être prévu : espace 120*220 en tirant la porte.</p> <p>Pas de sas lié à la sécurité</p> <p>Il conviendra de prévoir le repérage des portes vitrées.</p>
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	SO	
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 en largeur utile)	AF	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AS	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	SO	
	2° Atteinte et usage		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	
	3° Sécurité d'usage		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	AF	
	Repérage des portes vitrées	AS	
Art. 12	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Repérage		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	AF	
	Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	2° Atteinte et usage des équipements		
	Atteinte et usage des équipements électriques	SO	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	SO	
	Dispositions relatives aux sanitaires		<p>Il nous est précisé que le WC du commerce vélo n'est pas accessible au public ; seul le WC du restaurant/épicerie est ouvert au public dans le cadre de ces travaux.</p>
	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance	AF	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation	AF	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (∅= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	AF	
	2° Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	AS	
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	PM	
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	PM	
Art. 13	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	PM	Prévoir un ferme porte ou une barre anti panique sur la porte du WC. A respecter A respecter A respecter A respecter
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	PM	
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
	Dispositions relatives aux sorties		
Art. 14	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	AF	
Art. 15	Dispositions relatives à l'éclairage		A la charge de l'exploitant Dispositions existantes non modifiées Il est prévu que l'éclairage soit monté par les utilisateurs ; il conviendra de leur rappeler les niveaux d'éclairage minimum à respecter : en particulier, 200lux au point d'accueil...
	I. - Usage attendu		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	HM	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :		
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	HM	
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	AS	
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	SO	
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux	SO	
	des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	SO	
Art. 16	Autres dispositions :		A la charge de l'exploitant A la charge de l'exploitant A la charge de l'exploitant Article 16 à 19
	Extinction progressive en cas de temporisation	HM	
	Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence	HM	
	Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	HM	
		PM	
Art. 17	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement		
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	HM	A la charge de l'exploitant pour le restaurant
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français		
	Sous-titrage en français activé sur téléviseurs dans lieux publics si fonctionnalité disponible	SO	
	Mise à disposition d'une notice dans lieux privés pour activer sous-titrage et audio-description	SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Classement et référentiel

Suite à l'ordonnance n°2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre 1er du Code de la construction et de l'habitation, et au Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre 1er du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent, les articles correspondants lorsqu'ils sont cités dans le présent rapport le sont sous leur ancienne numérotation, mais doivent être considérés en application de la recodification.

Présentation de l'établissement :

Etablissement accueillant un restaurant/épicerie ainsi qu'une boutique vélo : ces 2 commerces seront traités comme 2 établissements tiers

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : il est prévu 3 comptages électriques mais 2 arrêts d'urgence seulement un pour chacun des 2 commerces, le restaurant et l'épicerie fonctionnant ensemble)
- Equipement d'alarme / SSI : EA4 pour chacun des 2 commerces
- Moyens d'extinction fixes : à prévoir par le MO
- Ventilation : ventilation simple flux dans les 2 ERP
- Chauffage : Climatisation réversible multisplit dans les 2 ERP ; ECS par cumulus électrique dans les 2 ERP
- Désenfumage : dispositions existantes non modifiées pour l'escalier intérieur
- Cuisson : En l'absence de précisions, il convient de nous confirmer que la puissance des appareils de cuisson du restaurant/épicerie est inférieure à 20kW.
- gaz (pour alimentation d'appareils de cuisson) : il est prévu une vanne d'arrêt gaz au droit de la pénétration dans la cuisine.
- Ascenseur : sans objet
- Les locaux à risques particuliers identifiés sont le placard ménage au RDC haut ainsi que l'ensemble des locaux stock au RDC bas.

Date d'application du référentiel réglementaire : 01/02/2022

Classement :

suivant les dispositions des articles M2 (1 personne/3m² sur 75m² dans le restaurant/épicerie) et N2 (1 personne/m² sur 70m² dans le restaurant/épicerie et 53m² dans le local vélos) du règlement de sécurité (pas de public admis au RDC bas) soit :

Epublic= 95 dans le restaurant/épicerie (et E personnel= 4)

Epublic= 53 dans le commerce (et E personnel= 2)

**Type M et N de 5ème cat. pour le
restaurant/épicerie ; Type M de 5ème cat. pour le
commerce vélo**

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Non communiqué

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Chapitre III du titre II du livre I - Article L123-2 ; R 123-1 à R 123-55.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 22/12/1981 portant approbation des dispositions particulières applicables au type M
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Néant

Autres prescriptions particulières :

Néant

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 26/11/2011 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	AF	Le bâtiment comporte 2 établissements qui seront traités comme des tiers.
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AF	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	AF	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	Accès de plain pied dans les 2 établissements (le public n'a pas à se déplacer dans les autres niveaux) ; des flashes d'alarme lumineux sont prévus dans tous les sanitaires.
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	AF	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	A communiquer en phase exécution
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	A communiquer en phase exécution
GN 14	Matériels du SSI	SO	
GN 14	Matériels électriques	PM	A communiquer en phase exécution
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	A communiquer en phase exécution
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 26/10/2011 et précédents
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	AF	Le bâtiment comporte 2 établissements qui seront traités comme des tiers.
PE 2	Etablissements assujettis	AF	
PE 3	Calcul de l'effectif	AF	
PE 4	Vérifications techniques	AF	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gaines		
PE 5	Structures	AF	Dispositions existantes non modifiées
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	AF	
PE 7	Accès des secours	HM	
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		Les locaux à risques particuliers identifiés sont le placard ménage au RDC haut ainsi que l'ensemble des locaux stock au RDC bas.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AS	Décrire des blocs portes CF1/2h munis d'un ferme porte pour le placard ménage de la cuisine et pour la porte d'accès à l'escalier du sous-sol.
		AS	Il est prévu des portes CF1h pour le monte chariot (mettant en communication des locaux à risques à la salle accueillant le public) : PV à communiquer à l'avancement.
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	PM	
PE11 §2	Portes	AD	Il est prévu une porte coulissante vitrée à l'entrée du commerce vélo : suivant l'article PE11§2, cette disposition n'est pas admise sauf si la porte respecte les dispositions de l'article CO48 (règles des portes coulissantes automatiques)
PE11 §3	Calcul des dégagements	AF	En particulier, le commerce vélo comporte bien 2 issues de secours.
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AF	
PE11 §6	Escaliers encloués	SO	
PE 12	Conduits et gaines	AF	
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	AF	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	AF	
	Section II - Eléments de Décoration		
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	SO	
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.	SO	
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	SO	
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	SO	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	HM	A la charge de l'exploitant
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Section III - Désenfumage		
PE 14	Désenfumage		
PE14§1-2	Désenfumage naturel	HM	Dispositions existantes non modifiées pour l'escalier intérieur.
PE14§3	Désenfumage mécanique	SO	
	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration		
		AS	En l'absence de précisions, il convient de nous confirmer que la puissance des appareils de cuisson du restaurant/épicerie est inférieure à 20kW.
		PM	Nous notons toutefois qu'il est prévu une vanne d'arrêt gaz au droit de la pénétration dans la cuisine.
PE 15	Règles d'installation et dispositions générales		
PE15 §1	Application		
PE15 §2	Définition	PM	
PE 15 §3	Règles générales d'installation		
PE 15 §4	Caractéristiques des appareils		
PE 15 §5	Fixation ou stabilité des appareils		
PE 15 §6	Dispositif d'arrêt d'urgence électrique		
PE 15 §6	Dispositif d'arrêt d'urgence combustible gazeux, liquide, vapeur.		
PE 15 §7	Combustible liquide		
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	AF	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	AF	Les éventuels réseaux frigorifiques traversant un établissement tiers sont admis à condition de colmater parfaitement les passages de réseaux dans les murs.
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AS	Il conviendra d'éviter tout passage de réseaux aérauliques dans un établissement tiers (à voir en particulier pour le local vélo au sous-sol).
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	Voir rapport spécifique de notre électricien.
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AS	il est prévu 3 comptages électriques mais il faudra disposer 2 arrêts d'urgence seulement : un pour chacun des 2 commerces, le restaurant et l'épicerie fonctionnant ensemble.
		SO	
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants		
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	AS	Il conviendra de mettre en place dans chacun des 2 commerces : extincteurs, plans d'intervention et consignes de sécurité affichés à l'entrée des commerces.
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel	PM	A respecter par l'exploitant
PE 27§2	Alarme	AF	Une alarme type 4 est prévu par commerce.
PE 27§3	Téléphone	AS	Le téléphone doit être installé dans chacun des 2 commerces (pour la liaison avec les sapeurs pompiers). Par ailleurs, la téléphonie doit être secourue (onduleur ou batterie)
PE27§4	Consignes	AS	Il conviendra de mettre en place dans chacun des 2 commerces : extincteurs, plans d'intervention et consignes de sécurité affichés à l'entrée des commerces.
PE27§5	Instruction du personnel	HM	A respecter par l'exploitant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE27§6	Affichage des plans	AS	Il conviendra de mettre en place dans chacun des 2 commerces : extincteurs, plans d'intervention et consignes de sécurité affichés à l'entrée des commerces.
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R129-12 et R129-13 du CCH. Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
NFP 01-012	Implantation et géométrie des garde- corps		
	Implantation :		
	- Façade	AF	
	- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
	- Intérieur	AF	
	Dimensions des garde-corps conformes à la NFP 01-012		
	CODE DU TRAVAIL		
		AS	Il conviendra de communiquer les plans de garde-corps et notes de calcul chevilles pour validation Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
		AF	Les règles du code du travail sont couvertes par la réglementation ERP.
		HM	Dispositions existantes non modifiées pour le désenfumage de l'escalier intérieur.
	Livre II		
	Titre I		
	Installations de Gaz		
	Arrêté du 23 février 2018		
	Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes		
	Organe de coupure	AF	
	Alimentation en gaz	AF	
	Ventilation des locaux	AF	
	Évacuation des produits de combustion	AF	hotte prévue en cuisine
	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL		
	Arrêté du 21 DECEMBRE 1993		
	Section 1 - Définitions		
ART. 1	Définitions pour l'application du présent arrêté.	AF	
	Section 2 - Installations nouvelles		
ART. 2	Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules.	AS	Les rideaux métalliques mis en oeuvre au droit des 6 portes d'entrée du bâtiment devront être conformes à la norme NF EN13241-1.
ART. 5 - ART. 7	Section 3 - Installations existantes	SO	
Art. 8 à Art. 10	Section 4 - Maintenance et vérifications	PM	